



Bulletin d'information hebdomadaire **du Bureau du Procureur – 1-7 septembre 2009**

1. Enquêtes et poursuites:

a. Situation en [République démocratique du Congo \(RDC\)](#)

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part des autorités de la RDC en avril 2004. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en juin de la même année en se concentrant sur l'Ituri, où les principaux groupes armés avaient commis les crimes les plus graves. Quatre mandats d'arrêt ont été délivrés, à l'encontre des dirigeants de l'UPC [Thomas Lubanga Dyilo](#) et [Bosco Ntaganda](#), et de ceux du FNI et de la FRPI [Germain Katanga](#) et [Mathieu Ngudjolo Chui](#). Le procès conduit dans l'affaire [Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo](#) a débuté le 26 janvier 2009, tandis que celui de [Germain Katanga et de Mathieu Ngudjolo Chui](#), accusés d'avoir attaqué et « effacé » le village de Bogoro, devrait s'ouvrir avant la fin de 2009. [Bosco Ntaganda](#) est toujours en fuite.

En septembre 2008, le Bureau du Procureur a annoncé l'ouverture d'une enquête dans les deux provinces du Kivu.

Affaire : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*

Affaire : *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*

Enquête dans les provinces du Kivu

Le Bureau a établi ou intensifié des contacts avec des États de la région et d'ailleurs en vue d'obtenir des renseignements à propos des crimes présumés, ainsi que de la présence et de la structure des groupes armés et des forces en activité dans les provinces du Kivu. Le Bureau travaille dans ce sens à la fois pour sa propre enquête ainsi que dans le but de communiquer les renseignements pertinents à des instances juridictionnelles nationales.

b. Situation en [Ouganda](#)

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part des autorités ougandaises en janvier 2004. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en juillet de la même année. Cinq mandats d'arrêt ont été délivrés à l'encontre des plus hauts [dirigeants de l'Armée de résistance du Seigneur \(ARS\)](#) : Joseph Kony, Vincent Otti (qui aurait été tué en 2007 sur les ordres de Joseph Kony), Okot Odhiambo, Raska Lukwiya (tué au cours de combats le 12 août 2006 et dont le mandat d'arrêt a, de ce fait, été levé) et Dominic Ongwen. Ces mandats n'ont pas encore été exécutés. Au cours des 18 mois écoulés, l'ARS aurait, selon certaines sources, tué plus de 1 250 personnes, en aurait enlevé plus de 2 000 et en aurait contraint près de 300 000 au déplacement rien qu'en RDC. On déplore de surcroît de nombreux cas de meurtres et d'enlèvement au Sud-Soudan et en République centrafricaine.

c. Situation au [Darfour \(Soudan\)](#)

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part du Conseil de sécurité de l'ONU en mars 2005. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en juin de la même année. Trois mandats d'arrêt et une citation à comparaître ont été délivrés, à l'encontre d'[Ahmad Harun et Ali Kushayb](#), d'[Omar Al Bashir](#) et de [Bahar Idriss Abu Garda](#). Les trois mandats n'ont pas encore été exécutés, tandis que M. Abu Garda [a comparu de son plein gré devant la Cour](#) le 18 mai en exécution de la citation à comparaître qui lui a été adressée. Il a été autorisé à quitter les Pays-Bas à l'issue de sa première comparution. L'audience de confirmation des charges est prévue pour le 12 octobre 2009.

Affaire : Le Procureur c. Omar Hassan Ahmad Al Bashir

4 septembre - L'Accusation a déposé sa réponse à la requête des demandeurs aux fins de participer en qualité de victimes à l'appel interjeté contre la décision de la Chambre préliminaire à propos des accusations de génocide dans le mandat d'arrêt délivré à l'encontre du Président Al Bashir. Elle faisait valoir qu'il y allait de l'intérêt des demandeurs, qui se disent victimes d'un génocide, de participer à l'appel et que la meilleure solution au regard de la procédure serait d'attendre la décision de la Chambre préliminaire sur leur qualité de victime, après quoi la Chambre d'appel pourrait rendre une décision sur leur requête. L'Accusation faisait également remarquer qu'à titre subsidiaire, la Chambre d'appel pouvait aussi solliciter les vues des demandeurs, comme le prévoit la règle 93 du Règlement de procédure et de preuve.

Affaire : Le Procureur c. Bahr Idriss Abu Garda

1^{er} septembre - L'Accusation a notifié publiquement le dépôt de cinq écritures *ex parte* – réservées à l'Accusation –, à savoir : trois demandes d'expurgations et deux communications de résumés en remplacement de transcriptions de dépositions de témoin aux fins de l'audience de confirmation des charges.

4 septembre - En prévision de l'audience de confirmation des charges prévue pour le 12 octobre 2009, l'Accusation a participé, aux côtés de la Défense et du Greffe, à une conférence de mise en état à laquelle ont été abordées des questions telles que la communication des éléments de preuve.

d. Situation en [République centrafricaine](#) (RCA)

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part des autorités centrafricaines en décembre 2004. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en mai 2007. Un mandat d'arrêt a été délivré à l'encontre de [Jean-Pierre Bemba](#). L'[audience de confirmation des charges](#) s'est tenue du 12 au 15 janvier 2009. Le 15 juin, la Chambre préliminaire II [a, en partie, confirmé les accusations](#) et, le 22 juin, le Procureur a [demandé l'autorisation d'interjeter appel](#) de cette décision par laquelle la Chambre avait refusé de confirmer certaines accusations. Le Bureau continue de s'intéresser de très près aux allégations de crimes qui auraient été commis depuis la fin de 2005.

Affaire : Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo

31 août - L'Accusation a appuyé la participation des victimes dans l'appel interjeté contre la décision sur la liberté provisoire de Jean-Pierre Bemba Gombo au motif qu'elles semblent réunir toutes les conditions juridiques pour ce faire.

3 septembre - La Chambre d'appel avait décidé le 3 septembre [d'accorder un effet suspensif](#) à l'appel du Procureur contre la décision rendue par la Chambre préliminaire II, le 14 août 2009, accordant à Jean-Pierre Bemba Gombo « la mise en liberté sous condition ». Il s'ensuit que l'exécution de la décision sur la liberté provisoire est suspendue dans l'attente de la décision finale sur le fond de l'appel du Procureur (<http://www.icc-cpi.int/Menus/Go?id=d357b4ae-8459-40e8-acbf-e2f322680bb6&lan=fr-FR>).

4 septembre - La Chambre de première instance II avait rendu, le 3 septembre, sa [décision reportant les audiences en présence des États relatives à la mise en liberté sous condition de Jean-Pierre Bemba Gombo et examinant les requêtes supplémentaires déposées par la Défense](#). Ainsi, les audiences publiques sont reportées tant que la Chambre d'appel n'aura pas statué sur l'appel de la décision relative à la mise en liberté provisoire rendue le 14 août 2009 (<http://www.icc-cpi.int/Menus/Go?id=c4f28b63-89c5-4103-b395-4220d8da425f&lan=fr-FR>).

2. Analyses préliminaires:

a. Afghanistan

Le Bureau a annoncé publiquement qu'il analysait cette situation en 2007, un examen qui porte sur des crimes relevant de la compétence de la Cour qu'auraient perpétrés tous les acteurs concernés. Le Bureau a rencontré des responsables afghans en dehors du pays, de même que des représentants de diverses organisations. Il a envoyé plusieurs demandes de renseignements au Gouvernement afghan, mais n'a encore reçu aucune réponse à ce jour.

b. Colombie

Le Bureau a annoncé publiquement qu'il analysait cette situation en 2006, un examen qui porte sur des crimes présumés relevant de la compétence de la Cour et sur des enquêtes et des poursuites menées en Colombie à l'encontre des auteurs présumés des crimes les plus graves, de chefs paramilitaires, de politiciens, de chefs de guérilla et de membres des forces armées. Le Bureau s'intéresse également à des allégations faisant état de réseaux internationaux d'appui qui viennent en aide aux groupes armés auteurs des crimes commis en Colombie.

c. Géorgie

Le Bureau a annoncé publiquement qu'il analysait cette situation le 14 août 2008. Le Ministre géorgien de la justice a effectué une visite au Bureau du Procureur, tandis que la Russie, qui n'est pas partie au Statut, lui a fait parvenir 3 817 communications. Le 27 août 2008, le Procureur a sollicité des gouvernements russe et géorgien qu'ils lui communiquent certaines informations, ce qu'ils ont tous deux fait. Des représentants du Bureau se sont rendus en Géorgie en novembre 2008.

d. Palestine

Le 22 janvier 2009, l'Autorité nationale palestinienne a déposé auprès du Greffier une déclaration au titre de l'article 12-3 du Statut de Rome qui autorise les États non parties à accepter la compétence de la Cour. Le Bureau du Procureur analyse en ce moment tous les éléments en rapport avec sa compétence, notamment les questions de savoir si la déclaration d'acceptation de la compétence de la Cour répond aux prescriptions du Statut, si des crimes relevant de la compétence de la Cour ont été commis et si des procédures nationales sont menées à l'égard des crimes présumés.

➤ 1^{er} septembre - Le Procureur Moreno-Ocampo a rencontré des juristes sud-africains qui ont introduit une affaire en Afrique du Sud demandant l'ouverture d'une enquête, soit par les autorités judiciaires sud-africaines, soit alternativement par la CPI, à propos de ressortissants sud-africains qui auraient été impliqués dans des crimes commis à Gaza en décembre 2008 et janvier 2009.

e. Côte d'Ivoire

La Cour a compétence à l'égard de la situation en Côte d'Ivoire en vertu d'une déclaration que le Gouvernement ivoirien a déposée le 1^{er} octobre 2003 au titre de l'article 12-3 et par laquelle il accepte la compétence de la Cour à compter du 19 septembre 2002. Les crimes les plus graves, y compris des cas présumés de violences sexuelles à grande échelle, ont été commis entre 2002 et 2005.

f. [Kenya](#)

Le Bureau a annoncé officiellement qu'il analysait cette situation en février 2008. Le Procureur a reçu de nombreuses communications au titre de l'article 15 concernant les violences postélectorales. Le 3 juillet 2009, une [délégation du Gouvernement kenyan](#) dirigée par M. Kilonzo, Ministre de la justice, et le Procureur ont publié une déclaration commune à La Haye par laquelle ils déclaraient que pour prévenir une nouvelle flambée de violences lors des prochaines élections, les principaux responsables des précédentes violences postélectorales devaient rendre des comptes. En cas d'échec des efforts déployés en faveur de procédures nationales, les autorités kenyanes ont accepté de saisir la Cour de la situation. Le 9 juillet, le Groupe d'éminentes personnalités africaines a annoncé qu'il allait remettre au Bureau du Procureur une enveloppe sous scellés et des pièces justificatives que son Président, Kofi Annan, avait lui-même reçu de la Commission Waki chargée d'enquêter sur les violences postélectorales. Ainsi, le 16 juillet, le Procureur Moreno-Ocampo a reçu l'enveloppe sous scellés et six cartons [de documents et de pièces justificatives rassemblés par la Commission](#). Le Procureur a ouvert l'enveloppe, en a examiné le contenu, puis a remis les scellés. Le 14 juillet, le Procureur a reçu deux rapports de la part des autorités kenyanes à propos des mesures de protection des témoins et de l'avancement des procédures juridiques menées par les autorités nationales.

3. Coopération – Mobilisation des efforts visant à conduire aux arrestations:

➤ 31 août - Le Procureur Moreno-Ocampo a rencontré M. Maxime Verhagen, Ministre néerlandais des affaires étrangères, avec qui il a abordé, entre autres, la nécessité d'exécuter les mandats d'arrêt délivrés.



➤ 31 août - 1^{er} septembre - Mme Fatou Bensouda, procureur adjoint, a participé aux troisièmes dialogues annuels de droit international humanitaire à la *Chautauqua Institution* (États-Unis). Le thème central de cette année était « Rendre hommage aux femmes en droit pénal international, de Nuremberg à la CPI ». H. William Caming, ancien Procureur à Nuremberg, David Crane, ancien Procureur au Tribunal spécial pour la Sierra Leone, Richard Goldstone, ancien Procureur aux tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda, Whitney R. Harris, ancien Procureur à Nuremberg, Robert Petit, Procureur aux chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens, Stephen Rapp, ancien Procureur au Tribunal spécial pour la Sierra Leone, de même que d'autres procureurs ont adopté la

troisième déclaration de Chautauqua, laquelle évoque « *la reconnaissance, en droit pénal international, des violences sexuelles et à caractère sexiste comme instrument de guerre pouvant être constitutif de crimes de guerre, de crime contre l'humanité et de génocide* ».

➤ 4 septembre - Le Procureur Moreno-Ocampo a rencontré Agustín Perez Celis, Ambassadeur du Venezuela à La Haye, et Edgar de Jesús Lucena González, parlementaire.

4. À venir :

- 8- 11 septembre - Visite du Procureur à New York
- 10 septembre - Présentation de l'avant-projet de stratégie du Bureau du Procureur en matière de poursuites pour la période 2009-2012 à l'occasion de la [Conférence consultative sur la justice pénale internationale](#), New York
- 12 septembre - Réunion d'information entre le Procureur et les conseillers spéciaux du Bureau du Procureur pour les questions relatives aux femmes et à la prévention du crime, Catharine MacKinnon et Juan Mendez, New York
- 14 septembre - Visite du Procureur à Washington

- 15 septembre - Discours liminaire du Procureur à la [Conférence de recherche « La CPI et la complémentarité : de la théorie à la pratique »](#), La Haye
- 16 septembre - Présentation du Procureur à la Conférence internationale sur la lutte contre l'impunité dans des situations de consolidation de la paix, La Haye
- 23 septembre - Discours liminaire du Procureur, *Global Creative Leadership Forum*, New York
- Septembre 2009 - Publication du rapport de la Mission d'établissement des faits sur le conflit à Gaza mandatée par l'Organisation des Nations Unies
- Septembre 2009 - Poursuite des consultations et publication du rapport du Groupe de haut niveau de l'Union africaine sur le Darfour

- Octobre - Chambre de première instance I : début de la présentation du dossier de la Défense dans l'affaire [Le Procureur c. Lubanga Dyilo](#)
- 6-7 octobre - Table ronde semestrielle Bureau du Procureur/ONG, La Haye
- 12 octobre - Chambre préliminaire I : audience de confirmation des charges dans l'affaire [Le Procureur c. Abu Garda](#)
- 26-27 octobre - Visite du Procureur en Équateur dans le cadre des activités d'analyse préliminaire menées dans la région

- 9-10 novembre - Visite du Procureur en Afrique du Sud à l'occasion du symposium international de l'ISS intitulé « La CPI que l'Afrique veut », Le Cap
- 11-13 novembre - Visite du Procureur au Rwanda à l'occasion du colloque des procureurs internationaux
- 20-22 novembre - Participation du Procureur au Sommet de 2009 des Conseils de l'agenda mondial du Forum économique mondial, Dubaï
- 24 novembre - Chambre de première instance II : ouverture du procès dans l'affaire [Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo](#)

- Décembre - Rapport du Procureur au Conseil de sécurité de l'ONU sur la situation au Darfour, en application de la résolution 1593 (2005)

* Le présent document est l'expression de points de vue du Bureau du Procureur de la CPI. Pour de plus amples informations, veuillez contacter Mme Olivia Swaak-Goldman, conseillère en coopération internationale au Bureau du Procureur : Olivia.Swaak-Goldman@icc-cpi.int